



Mission régionale d'autorité environnementale

Centre-Val de Loire

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
(MRAe) Centre-Val de Loire, après examen au cas par cas,
sur la modification du plan local d'urbanisme (PLU)
de Donnery (45)**

N°2019-2574

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Centre-Val de Loire, qui en a délibéré collégalement le 11 octobre 2019 ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 5 mai 2017, du 30 avril 2019 et du 26 septembre 2019 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Donnery, actuellement en vigueur ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2019-2574 (y compris ses annexes) relative à la modification du plan local d'urbanisme (PLU) de Donnery (45), reçue le 24 juin 2019 ;

Vu la décision tacite, née le 24 août 2019, soumettant à évaluation environnementale le document susmentionné ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 3 juillet 2019 ;

Considérant que la modification du PLU de Donnery a pour objet de :

- permettre la construction d'un entrepôt de stockage automatisé d'une superficie de 20 000 m² par la Société Orangina Suntory sur une parcelle de 5,1 hectares située en extension de la zone d'activité industrielle de Flein et déjà classée en zone à urbaniser (AU),
- modifier le règlement afin notamment de corriger des erreurs matérielles et d'adapter certaines règles relatives aux constructions, au stationnement et à la voirie dans les zones urbaines,
- mettre à jour les emplacements réservés ;

Considérant que le secteur concerné par l'ouverture à l'urbanisation est situé en dehors de tout zonage de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels ; qu'il est présenté comme dénué de valeur écologique remarquable, mais qu'une adaptation du planning des travaux en dehors de la période de reproduction des oiseaux est prévue (soit d'avril à juillet) et que les investigations botaniques et pédologiques réalisées à l'été 2019 ont permis d'exclure la présence de zone humide au droit du secteur ;

Considérant, pour l'aménagement de ce secteur, que le PLU prescrit :

- la plantation d'arbres et arbustes d'essences locales sur le pourtour du bâtiment de stockage en vue d'assurer une transition paysagère avec les espaces agricoles et boisés environnants ;
- des accès suffisants et adaptés ;
- une gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-dessus et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la modification du PLU de Donnery n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 24 août 2019, soumettant à évaluation environnementale la modification du PLU de Donnery (45) est annulée.

Article 2

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du PLU de Donnery (45) n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 3

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan local d'urbanisme est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de mise à disposition du public.

Fait à Orléans, le 11 octobre 2019,

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Centre-Val de Loire,
son président



Christian LE COZ

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Monsieur le Président de la Mission régionale d'autorité environnementale Centre-Val de Loire
DREAL Centre Val de Loire
5 avenue Buffon
CS96407
45064 ORLEANS CEDEX 2

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.